

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 19 SEPTEMBRE 2016

SOMMAIRE

- 1) **Le premier pas**
- 2) **Il serait le meilleur : à voir !**
- 3) **Le chômage est prioritaire à l'identitaire non ?**
- 4) **En avant la recomposition de la gauche...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Aubry fait un pas de plus vers Hollande



François Hollande et Martine Aubry, le 22 novembre 2014. (Reuters)

Martine Aubry était samedi à l'université de rentrée des socialistes du Nord, à Lomme. La maire de Lille en a profité pour vanter l'action régalienne de François Hollande.

Le compliment est signé Jean-Christophe Cambadélis. "Martine Aubry est une amie avec qui j'échange beaucoup et qui donne ses lettres de noblesse à la politique." Pour la traditionnelle université de rentrée des socialistes du Nord, samedi, à Lomme, le Premier secrétaire du PS s'est chargé d'envoyer quelques roses à la maire de Lille. Oubliée, sa tribune rageuse contre la politique de Manuel Valls et de François Hollande, intitulée "Trop, c'est trop!", dans Le Monde. Terminée, la guerre interne au parti pour obtenir la circonscription du Nord aux législatives de 2017. Après le retrait du ministre de la Ville, Patrick Kanner, fin août, laissant le champ libre au proche de Martine Aubry, François Lamy, l'heure semblerait aux réconciliations entre une partie de la gauche contestataire et celle de gouvernement.

"Jamais un gouvernement n'a fait autant"

Les mots sont sous-pesés. Alors que la lutte contre le terrorisme est en passe de devenir l'un des thèmes central de la course à la présidentielle, Martine Aubry a vanté explicitement l'action du chef de l'Etat en la matière. Pour elle, François Hollande a agi "avec fermeté et avec rapidité, en gardant les valeurs de la République" dans la lutte contre le terrorisme, rapporte ainsi Libération. Allant même plus loin : "Jamais un gouvernement n'a fait autant". Un travail d'équilibriste pour celle qui a continué à redire sa nette opposition au débat sur la déchéance de nationalité, après les attentats de novembre.

Et des bons points également distribués à Marisol Touraine, pour sa réforme de la Santé, à Emmanuelle Cosse, pour son action au Logement ou encore à Bernard Cazeneuve, à propos du revirement de sa politique d'accueil des réfugiés.

"N'ayons pas peur d'assumer l'accueil des réfugiés" lance #Aubry qui rend hommage à l'action de #Cazeneuve

Valls et Macron pas épargnés

Une clémence loin d'être partagée avec d'autres figures du quinquennat Hollande. Sans les citer, la maire de Lille a pris le soin de dézinguer par petites touches les velléités transpartisanes de l'ex-ministre de l'Economie Emmanuel Macron et les clivages du Premier ministre Manuel Valls. Au premier, l'ancienne ministre du Travail décoche : "Il y a bien une droite et une gauche, si certains en avaient douté. Et j'ai compris que certains en doutent encore." Au second, elle tacle : "Quand j'entends dire qu'il y a deux gauches irréconciliables dans notre propre parti (...) ça me choque et ça me blesse énormément. Nous sommes tous des socialistes et nous sommes tous de gauche". Et dans une salle aux rangs clairsemés, Martine Aubry répète son envie de voir la gauche se rassembler en vue de 2017.

"Je serai toujours, inlassablement, une militante du rassemblement de la gauche..."@MartineAubry à #Lomme pic.twitter.com/l6AflCLXE8

— Sophie de Ravinel (@S2RVNL) 17 septembre 2016

"Le temps des idées"

Magnanime avec François Hollande, l'ancienne Première secrétaire du PS s'est en revanche gardée d'afficher son soutien à un quelconque candidat. Alors que le député Benoît Hamon - dont les affinités avec la maire de Lille ne sont pas un secret - s'est lancé en août dans la course à la primaire de gauche, Martine Aubry refuse toujours d'apposer son nom à un prétendant à l'Elysée. "Aujourd'hui, ce n'est pas le temps (...) des soutiens, c'est le temps des idées, c'est le temps du projet. Après ce sera le temps de la primaire."

Et d'adresser à ceux qui expliquent qu'elle finira par soutenir François Hollande un rappel à l'ordre : "J'aimerais bien qu'on ne parle pas en mon nom". Sauf qu'à huit mois de la présidentielle, le volte-face de la "meilleure ennemie" de François Hollande parle pour elle.

Axel Roux - leJDD.fr

II) Emmanuel Macron serait comme le meilleur candidat pour représenter la gauche à l'élection présidentielle de 2017, selon un sondage Odoxa pour France-2



WITT/SIPA

Avec 28%, l'ancien ministre de l'Economie arrive en tête de la liste des six personnalités testées, loin devant Jean-Luc Mélenchon (18%), talonné lui-même par Manuel Valls (17%). Viennent ensuite Arnaud Montebourg (13%) et Christiane Taubira (9%).

François Hollande arrive bon dernier de ce classement avec 8%.

Problème pour Macron, qui se présente comme "ni de gauche ni de droite" : il n'arrive que quatrième chez les sympathisants de gauche à égalité avec Taubira (15%), derrière Mélenchon (24%), Hollande (18%), Valls (16%). Montebourg est dernier avec 10%.

Sondage réalisé les 15 et 16 septembre par internet auprès d'un échantillon de 999 personnes, selon la méthode des quotas.



LAPRESSEENREVUE.EU

III) La surenchère identitaire bouscule la précampagne présidentielle

Eric Dupin France



Nicolas Sarkozy en meeting, le 6 septembre 2016 à Poissy.
PATRICK KOVARIK / AFP.



Par Eric Dupin Journaliste Sa bio, ses 175 articles

La France ayant apparemment résolu ses problèmes économiques et sociaux, le débat se focalise autour de la question identitaire. Sarkozy, obsédé par sa volonté de réduire Juppé, se livre à une surenchère qui lui fait doubler Le Pen sur sa droite. Et Hollande compte les points.

La France compte près de trois millions de chômeurs. D'innombrables Français se débattent dans la précarité, quand il ne sont pas tout simplement aux prises avec la pauvreté. La précampagne présidentielle regarde pourtant ailleurs.

Sur fond de menace terroriste et de gestion très incertaine de la crise des migrants, le débat se focalise sur la question identitaire. Un thème qui menace même de rebattre les cartes de cette compétition électorale.

Sarkozy plus à droite que Le Pen?

Nicolas Sarkozy chercherait-il à doubler Marine Le Pen sur sa droite pour mieux enfoncer son rival Alain Juppé? C'est l'étrange impression que donne, ces derniers temps, l'ancien président de la République.

Celui-ci ne se contente pas de brocarder «l'identité heureuse» chère au maire de Bordeaux et de s'en prendre aux «accommodements raisonnables» avec l'islam qu'il avait prôné.

L'ancien président des Républicains cible, discours après discours, un «islam radical» perçu de manière plutôt large. «Dans nombre de villes de France, les femmes de certains quartiers sont de plus en plus voilées», s'indigne-t-il ainsi au cours d'un développement sur la dangerosité de l'islamisme.

«Nous ne voulons pas de gens qui se considèrent purs et nous considèrent impurs. Nous ne voulons pas de gens qui nous méprisent parce que nous ne partageons pas leur foi», a-t-il encore proclamé à Provins (Seine-et-Marne). «Ces gens-là n'ont rien à faire chez nous!» Le moins qu'on puisse dire est que, dans le climat tendu actuel, ce genre de propos ne va pas dans le sens de l'apaisement.

Marine Le Pen apaisée

Il tranche avec la retenue à laquelle s'astreint Marine Le Pen. Sur TF1, la présidente du Front national répond clairement «Oui» à la question de savoir si l'islam est compatible avec la République. A l'appui de son slogan de la «France apaisée», elle souligne que sa politique «ne vise en aucune manière à opérer des discriminations» à l'égard des musulmans.

Le Pen brandit encore une vigoureuse profession de foi antiraciste qui fera bondir la mouvance identitaire radicale: «Je ne définis pas la France par une couleur de peau. Je mets sur le même plan ceux qui veulent imposer une France métissée» et ceux qui «veulent une France blanche».

La dirigeante frontiste s'est même permis le luxe de refuser la création de centres préventifs pour «tous les individus français fichés et susceptibles de constituer une menace pour la sécurité nationale», comme n'a pas craint de le proposer l'ancien chef de l'Etat. Signe des temps, Le Pen se veut aujourd'hui plus respectueuse de «l'État de droit» que Sarkozy...

Les postures de l'un et de l'autre ne doivent toutefois pas faire oublier que les propositions de la présidente du FN vont globalement plus loin que celles du premier président LR. La première veut ainsi supprimer le «droit du sol» alors que le second entend seulement le réduire. De même Le Pen souhaite-t-elle abroger le regroupement familial que Sarkozy voudrait le «suspendre».

Il n'empêche que la radicalité sarkozyenne permet au FN de franchir une nouvelle étape dans son entreprise de «dédiabolisation». Par comparaison, son discours sur l'immigration ou l'islam ne paraît

plus si extrémiste.

Les dernières intentions de vote suggèrent, par ailleurs, que Le Pen n'est pas affaiblie par la concurrence d'un Sarkozy chassant sur ses terres, bien au contraire. Le vote FN est tellement associé, dans l'opinion, aux préoccupations identitaires qu'il profite du contexte actuel sans avoir besoin de hausser le ton.

La félicité identitaire de Juppé

Le durcissement identitaire de Sarkozy vise toutefois d'abord à lui faire gagner la primaire de la droite en mobilisant à son profit le noyau électoral du bloc conservateur. Les dernières enquêtes portant sur la consultation de novembre semblent effectivement faire état d'une réduction de l'écart le séparant de Juppé, son principal concurrent.

Le match oppose, sur ces plans, deux leaders politiques au discours très contrasté. La meilleure défense étant l'attaque, Juppé prend désormais un malin plaisir, comme il l'a fait à Strasbourg, à décliner son «identité heureuse», entendue comme un «idéal» et non «un état de fait», contre «les prophètes de malheur».

Le maire de Bordeaux a abandonné la dangereuse thématique des «accommodements raisonnables» avec l'islam pour délivrer un discours à la fois ferme et ouvert sur ces questions. Juppé veut ainsi conditionner le droit du sol tout comme le regroupement familial. Il prône également «un accord solennel entre la République et les représentants du culte musulman» autour d'une «charte de la laïcité».

Mais l'ancien premier ministre se pose simultanément en champion des «identités réconciliées», de «l'addition des différences», du «dialogue entre la diversité de nos racines et l'unité de notre nation». Toutes choses foncièrement différentes du discours sarkozyen exigeant «l'assimilation» à la «France éternelle» des nouveaux arrivés.

Cette position équilibrée est susceptible de plaire à une majorité de Français, désireux que la République soit respectée par tous mais inquiets d'un possible durcissement des tensions entre les communautés. Il n'est pas certain qu'elle soit un atout électoral au stade de la primaire. Si cette compétition ne devait n'attirer qu'un nombre réduit de participants, la radicalité de Sarkozy pourrait se révéler payante.

Hollande dans le ni-ni

Le président de la République s'est, lui aussi, essayé à l'exercice de la définition identitaire à l'occasion de son discours sur le terrorisme salle Wagram. Mais sur ce sujet, comme sur bien d'autres, son propos est tellement balancé et général qu'il a du mal à emporter la conviction.

«Notre identité, parlons-en, c'est notre histoire, notre culture, nos valeurs notre mode de vie», a-t-il estimé. «L'identité n'est ni heureuse ni malheureuse.» Et encore: «La France est bien plus qu'une identité, c'est une idée, un projet.» Vient alors le couplet attendu sur le risque de la «fermeture»: «Le danger serait que face à l'épreuve la France doute d'elle-même, qu'elle s'arrête, se rétracte, se replie, se referme.»

Un tel discours a fort peu de chances d'être entendu par tous ceux qui s'inquiètent, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, du devenir de la «cohésion nationale» vantée par le président de la République. La situation désespérée qui demeure la sienne dans les dernières enquêtes d'intentions de vote en témoigne. Pendant que la droite est au prises avec la surenchère identitaire, la gauche semble tentée de pratiquer l'évitement identitaire.

Eric Dupin

Slate^{FR}

IV) Pierre Laurent : « La bataille de la recomposition de la gauche est engagée »



Alors que se profilent élections présidentielle et législatives, Pierre Laurent s'exprime sur les évolutions internes et les stratégies d'un PCF naguère dominant et aujourd'hui mal connu. Extrait du n° d'automne de Regards qui sort mardi !



Regards. Il y a six ans, quelques mois après votre élection à la tête du PCF vous écriviez que les exigences de transformation du parti étaient dépassées et qu'il fallait désormais se tourner vers le futur. Diriez-vous toujours cela ?

Pierre Laurent. Je ne crois pas avoir écrit que la transformation était accomplie, encore moins dépassée, j'ai dit qu'il me paraissait acquis, pour la majorité des communistes, que nous devons mener ces transformations profondes. Depuis, elles entrent dans la vie, notamment au travers du renouvellement des cadres et des animateurs de la vie du parti. En deux congrès, deux tiers des membres du Conseil national [instance dirigeante du PCF, ndlr] ont changé. Comme les jeunes qui adhèrent au PCF, ces nouveaux dirigeants ont une culture politique moins théorique et sont moins expérimentés dans la lutte politique que leurs prédécesseurs. Mais ils apportent beaucoup de neuf et des pratiques différentes. Ils sont davantage préoccupés par les échecs de la mondialisation capitaliste, qui est leur monde, que tournés vers les échecs passés du socialisme à l'Est. Leur envie de transformer le monde et leur envie de communisme sont très profondes. Ils poussent en avant les évolutions du PCF.

Le congrès de juin a-t-il marqué une évolution dans ce sens ?

Le congrès s'est essayé à faire reculer la verticalité au profit de la culture du réseau à l'intérieur même du parti. Mais ce chantier sera long et il arrive que nous ayons le sentiment que cela ne progresse pas au rythme souhaité.

J'ajoute, et c'est un atout, que la confrontation d'opinions est vécue aujourd'hui avec beaucoup de sérénité. En revanche, nous avons toujours du mal à réinventer notre manière de communiquer avec la société. Nos structures sont encore trop en décalage avec la vie même des adhérents. Le débat interne sur les idées est vif, mais il demeure une difficulté à énoncer un projet lisible et accessible. Cela ne tient pas seulement au PCF, mais aussi au bouleversement de notre société. Notre tâche première est de mettre en cohérence tous ces mouvements autour de ce que nous appelons le temps du commun.

« Au fond, nous sommes un parti plus expérimental qu'il ne l'était et qui doit trouver les sources d'une efficacité nouvelle. »

À quoi ressemble le PCF d'aujourd'hui ?

Nous restons un parti de militants, avec beaucoup d'énergie et de dévouement. Nous avons 120.000 adhérents, dont la moitié sont des cotisants réguliers. Parmi eux, entre 30.000 et 40.000 participent à la vie du parti et notamment aux consultations internes. C'est cette part active de l'organisation qui s'est le plus renouvelée et rajeunie. Avec des disparités : le PCF reste divers, à l'image de la société d'aujourd'hui. Il est présent dans toutes ses sphères. Ceux qui nous rejoignent, qui marquent le rajeunissement du cœur le plus militant, sont issus le plus souvent du salariat précaire. Ils viennent assez peu des grandes concentrations ouvrières et de services qui restent au cœur de notre affaiblissement. Pour cela, nous voulons reconstruire notre intervention dans l'entreprise, dans des formes à inventer.

Avec des ressources nettement moindres qu'auparavant...

Nos moyens d'organisation ont beaucoup diminué. Le PCF n'est plus un parti de permanents, certaines grandes fédérations n'ont plus que des moyens bénévoles. L'ancrage militant local reste très puissant, même s'il est moins fort et moins homogène qu'à l'époque de ce qu'on a appelé le "communisme municipal". Tout cela dessine un parti très militant, très mobilisé, mais d'une certaine manière moins efficace. Nous n'avons pas encore trouvé la façon de mettre en commun la grande diversité d'expériences et de pratiques qui coexistent au sein du parti, celles des plus jeunes et celles des plus aguerris, celles des zones d'influence et celles des territoires de conquête... L'ancienne manière d'assurer cette fonction de cohérence doit changer : nous ne pouvons plus compter sur une

structure permanente et verticale pour le faire, parce que la société a changé, parce que nous n'en avons plus les moyens, et surtout que parce que notre vie démocratique appelle de nouvelles manières de décider ensemble. Au fond, nous sommes un parti plus expérimental qu'il ne l'était et qui doit trouver les sources d'une efficacité nouvelle pour notre temps.

Et à quoi ressemble l'électorat communiste, l'influence communiste ?

Les électeurs du Parti communiste ont eux aussi beaucoup changé. La partie fidèle et traditionnelle se réduit au profit d'une nouvelle carte électorale. Des zones de forte influence persistent, d'autres sont réduites à peu tandis que notre influence se maintient ou se renouvelle ailleurs... La carte n'est pas simple à dessiner, elle est très inégale, que l'on prenne l'influence dans les quartiers populaires ou dans le monde intellectuel. Ici et là, l'activité communiste reste forte tandis qu'ailleurs, on constate de grands déserts. Nous sommes en phase de reconstruction.

« Les signes tangibles d'une relance sont là. Nous jouerons un rôle important dans la reconstruction à venir de la gauche. »

Qu'est-ce qui vous fait dire que le déclin est enrayé et que vous êtes en reconstruction ?

Je récuse l'idée d'un déclin continu. Nous sommes dans une phase de relance partielle. Peu à peu, les conditions se réunissent de voir ré-émerger une force communiste de grande ampleur. L'influence communiste est celle de la galaxie communiste. Cette galaxie est composée de nombreux anciens communistes qui continuent d'avoir des liens avec le parti et qui s'investissent dans tous les champs du social. Nous avons connu des phases d'éloignement, mais le dialogue politique entre ces militants et le PCF se renoue sous des formes nouvelles. Dans le moment de montée du Front de gauche, c'est bien l'espace communiste qui s'est réactivé. Par exemple, pour parler de Paris, que je connais bien, ce sont dans les arrondissements où l'on élisait des députés communistes que le Front de gauche fait ses meilleurs résultats. La culture communiste joue un rôle dans le maintien d'une culture militante dans le pays. Il s'opère un mélange entre l'empreinte communiste et les transformations de la société. Depuis les années 2000-2002 avec Le Pen au second tour et 2005 avec le référendum européen, cela se traduit par un retour de la jeunesse dans nos rangs. Et on le voit encore aujourd'hui avec l'arrivée de nouveaux militants

contre la loi travail. Les évolutions se font par vagues, sont partielles, mais les signes tangibles d'une relance sont là. Nous jouerons un rôle important dans la reconstruction à venir de la gauche.

Comment définiriez-vous aujourd'hui la fonction politique du Parti communiste ?

Nous avons une double ambition, être utile concrètement et ouvrir une perspective politique pour l'émancipation sociale. Notre utilité concrète et immédiate, nous la concevons d'abord pour ceux qui ont le plus besoin de changement. Sur cette fonction, nous sommes en difficulté. Les conquêtes immédiates – sociales et démocratiques – sont devenues plus ardues. Nous devons d'ailleurs repenser notre engagement quotidien dans les solidarités concrètes. Le Parti communiste a toujours été un des animateurs du débat d'idées et des constructions politiques. Nous n'avons pas quitté ce terrain, mais il nous faut réinventer le projet, changer d'échelle et penser les défis nouveaux sur le travail, la mobilité, la démocratie... Avec la mise en réseau de l'espace communiste, ce travail commence à être visible. Mais en termes de construction politique, tout va devoir être repensé dans la recomposition engagée.

Comment caractériseriez-vous votre espace politique ?

Nous appartenons à la France populaire et à la gauche... toutes deux bouleversées. Au XXe siècle, la gauche a été principalement composée de deux pôles, l'un autour du PS, l'autre autour du PCF. La stabilité de chacun de ces pôles est mise en question. Depuis les années 80, nous avons connu deux grands mouvements. Un premier temps fut marqué par un affaiblissement très profond de l'idéal communiste. Le redressement passe par un projet qui pense la transformation sociale dans la mondialisation et la révolution numérique. L'autre bouleversement est lié à la fin d'une période ouverte par le programme commun, voulu dès les années 60 par le PCF, qui a vu une partie des socialistes quitter le camp de la transformation sociale. Le PS que nous avons connu ne sera bientôt plus. Cela nous pose une question profonde : la France reste un pays dans lequel le changement majoritaire à gauche était une hypothèse crédible. C'est pour nous essentiel, et cela doit être préservé. Avec l'évolution du PS, il nous faut trouver d'autres voies pour le rassemblement de ces majorités de transformation sociale à gauche. La création du

Front de gauche a été une tentative dans ce sens. Mais il faut aller plus loin parce que la gauche est en train de changer de visage. Il n'y a là nulle satisfaction et nous ne pouvons ni ne devons regretter le passé. Il nous faut regarder lucidement et admettre que la gauche est à reconstruire.
(...)

regards.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse
de souhaiter un joyeux anniversaire à
votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com